



La Soupe **AUX PILULES**

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

24 mai 2006

Par l'équipe du Collectif

Numéro 228 - Édition spéciale

Ne pas avoir à payer ses médicaments prescrits

Pourquoi?

Le 13 décembre 2002, la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec, imposait d'agir en prévention et d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble des personnes en situation de pauvreté. Dans la logique de cette loi, la gratuité des médicaments, exigence martelée par le Collectif depuis 2000 et à laquelle souscrivent d'autres mouvements sociaux et des intervenantEs sur le terrain, devient particulièrement pertinente. D'autant plus que cette mesure s'avère des plus rentable comparativement aux coûts humains et financiers que la non-gratuité des médicaments cause actuellement à la société en général et au système de santé, en particulier. Il en coûterait dans les 60 M\$ sur un budget provincial total de 61 G\$ pour doter l'ensemble des personnes dont les revenus annuels sont de 12 000 \$ et moins de l'accès gratuit aux médicaments prescrits. Quand il était dans l'opposition, le Parti libéral, au pouvoir depuis 2003, était pourtant prêt à voter pour le rétablissement de la gratuité pour les personnes l'ayant perdue au moment de l'instauration de l'assurance-médicaments, incluant l'ensemble des personnes à l'aide sociale. Qu'attend-il maintenant pour améliorer le sort des citoyenNEs les plus appauvriEs de notre société, lui qui par l'entremise du premier ministre, Jean Charest, met au centre de ses préoccupations « le niveau et la qualité de vie des Québécois » de même que « leurs priorités en tant que citoyens »?¹

Micheline Belisle, présidente du Collectif pour un Québec en situation de pauvreté et vivant elle-même une situation de pauvreté

1. Discours du premier ministre du Québec, M. Jean Charest, à l'occasion de l'inauguration de la 2e session de la 37e législature, 14 mars 2006, p.3.



Le 5 juin 2006 prochain, une délégation du Collectif ira récupérer les 909 bouteilles de médicaments remises au Ministre de la Santé et des Services sociaux un an plus tôt et demandera une réponse claire à une question claire : **le 1er juillet 2006, le gouvernement donnera-t-il enfin la gratuité des médicaments prescrits à l'ensemble des personnes ayant 12 000\$ ou moins de revenus au Québec ?** Le ministre est prévenu. À lui de répondre.

Du 23 mai au 5 juin, un décompte quotidien est fait dans la *Soupe... aux pilules*. Faites savoir au ministre Couillard votre point de vue sur la question en utilisant le modèle de télécopie/courriel disponible au www.pauvrete.qc.ca ou par vos propres initiatives. À vous aussi d'encourager votre entourage à faire de même, particulièrement les intervenantEs du milieu de la santé.

Ensemble nous pouvons faire la différence. Surtout tenez-nous au courant de vos actions. Nous les ferons connaître.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040/ Télécopieur: (418) 525-0740

www.pauvrete.qc.ca